

120 - Délégation sociale à la Ville de Strasbourg
**120 - Délégation sociale à la Ville de Strasbourg
- Propositions financières - Budget primitif 2019**
Rapport n° CD/2018/061
Service Chef de file :

I - Mission action sociale de proximité

Service(s) associé(s) :

/ L – Mission Aménagement, Développement et Emploi

Résumé :

Face à la montée des situations de grande détresse et pauvreté à Strasbourg, où se concentrent les facteurs d'exclusion, le Département et la Ville de Strasbourg ont renouvelé en 2018 la convention de délégation des compétences sociales et médico-sociales qui les lie, avec la volonté partagée de proposer un projet social innovant et dynamique pour les Strasbourgeois, en cohérence avec les politiques mises en œuvre sur le reste du territoire départemental.

En mars 2018, les deux collectivités ont décidé de refonder leur partenariat pour proposer un projet social innovant et dynamique pour les strasbourgeois, en cohérence avec les politiques mises en œuvre sur le reste du territoire départemental (CD/2018/006).

Pour l'année 2018, la dotation de fonctionnement s'est établie à 12 151 360 €. Pour 2019, la dotation de fonctionnement proposée s'élève à 12 492 300 €.

Ces financements complémentaires proposés pour 2019 tiennent compte des modalités d'évolution de la dotation définies dans la convention et de la mise en œuvre des orientations définies dans le plan d'actions « Un avenir pour nos enfants » pour renforcer les missions d'évaluation de situations d'enfants pouvant conduire à des informations préoccupantes.

Récapitulatif des montants proposés en dépenses par mode d'action :

D/ R	Code Mode d'action	Section	Libellé Mode d'action	Budget Primitif voté 2018	Projet Budget Primitif 2019
D	12010	F	Délégation à la Ville	12 151 360,00	12 492 300,00
			TOTAL	12 151 360,00	12 492 300,00

Dans le cadre de la convention de délégation des compétences sociales du Département à la Ville de Strasbourg, le Département du Bas-Rhin délègue, sur le territoire communal, la mise en œuvre d'une grande partie des politiques sociales dont il a la responsabilité. Cette délégation recouvre l'accompagnement social, la protection maternelle et infantile (PMI), la mise en œuvre des mesures d'assistance éducative à domicile (AED et AEMO) et l'accompagnement des bénéficiaires du RSA.

En mars 2018, les deux collectivités ont décidé de refonder leur partenariat pour proposer un projet social innovant et dynamique pour les strasbourgeois, en cohérence avec les politiques mises en œuvre sur le reste du territoire départemental (CD/2018/006).

Après quelques mois de mise en œuvre, ce partenariat renouvelé a d'ores et déjà permis :

- de partager régulièrement les problématiques sociales nouvelles (ménages à droits incomplets, fracture numérique, attractivité des métiers,...) ;
- d'inscrire régulièrement les collaborations entre les deux collectivités et plus largement de les ouvrir sur l'ensemble des politiques sociales. C'est le cas en particulier dans le champ de l'autonomie avec le projet de création d'une MAIA co-portée entre le Département et la Ville de Strasbourg sur le territoire de l'Euroméropole ;
- d'initier un processus réflexe d'association réciproque pour l'élaboration des politiques sociales de chaque collectivité.

Fait marquant dans le cadre des missions d'accompagnement social : la création d'une équipe dédiée à l'accompagnement des ménages à droits incomplets

Le nombre de ménages dont la situation administrative ne permet pas un accès complet aux droits sociaux est en augmentation constante en lien notamment avec la progression constante du flux de la demande d'asile. On distingue en effet différentes catégories de publics : les déboutés de la demande d'asile ne faisant pas l'objet d'une reconduite à la frontière, les déboutés sollicitant une régularisation, les ménages avec un titre de courte durée, les ménages dits mixtes (les deux membres du couple ne disposent pas des mêmes droits ce qui peut bloquer l'insertion de l'ensemble du ménage) et les ressortissants européens.

Ces différentes catégories de public ont été désignées sous l'appellation « ménages à droits incomplets » dans la mesure où ceux-ci n'ont pas accès à l'ensemble des droits sociaux et notamment au logement au regard de leurs faibles ressources et de certaines conditions de régularité de séjour sur le territoire français qu'ils ne remplissent pas.

Un travail étroit de partenariat est en cours avec les services de l'Etat et la Ville de Strasbourg. Le Département mobilise à cet effet des ressources complémentaires sur le territoire de l'Euroméropole (2 ETP de travailleurs sociaux et 0,5 ETP de coordonnateur) ainsi que dans le cadre de la délégation de compétences sociales et médico-sociales à la Ville de Strasbourg (financement de 4 ETP).

Fait marquant dans le cadre de la protection maternelle et infantile et de la protection de l'enfance

Dans ce domaine de compétence, l'année 2018 aura été marquée par l'adoption du plan d'actions « Un avenir pour nos enfants ». La Ville de Strasbourg a été largement associée à son élaboration.

Ce plan prévoit en particulier de renforcer la prévention précoce et notamment le rôle de la Protection Maternelle et Infantile dont le Département est chef de file. Dans le cadre des missions déléguées sur son territoire, la Ville de Strasbourg bénéficiera ainsi de moyens financiers complémentaires à hauteur de 2 ETP répartis sur la période 2020-2022 (0,5 ETP en 2020, 1 ETP en 2021 et 0,5 ETP en 2022).

Le plan prévoit également de renforcer les équipes médico-sociales territoriales en charge de l'évaluation des informations préoccupantes. La Ville de Strasbourg bénéficiera ainsi de moyens financiers supplémentaires au titre de cette mission à hauteur de 1,5 ETP (1 ETP dès 2019 et 0,5 ETP en 2020).

Un autre objectif commun entre les deux collectivités est de redéfinir les attendus des mesures d'Aide Educative à Domicile (AED) et d'Aide Educative de Milieu Ouvert (AEMO) et de mieux répondre à la diversité des situations et aux besoins des familles d'aujourd'hui dans une logique de plus grande personnalisation des interventions.

Fait marquant dans le cadre des missions d'accompagnement des bénéficiaires du RSA

Dans ce domaine de compétence, l'année 2018 aura été marquée par l'adoption du « circuit court de l'emploi » par l'assemblée plénière du Conseil Départemental lors de sa séance du 26 juin 2018 (*Délibération n° L6_2018_06_13_028*) qui trouvera en 2019 sa déclinaison sur le territoire métropolitain dans le cadre d'un partenariat privilégié avec la Ville de Strasbourg.

Les deux collectivités ont pu également travailler de manière conjointe sur la refonte du règlement intérieur des Commissions Territoriales qui a permis :

- d'harmoniser les pratiques liées à l'organisation et au fonctionnement de ces instances ;
- de sécuriser juridiquement le dispositif ;

Proposition du montant de la dotation financière pour l'année 2019

Selon les dispositions de la convention, la dotation est révisée annuellement, au regard de l'évolution de la masse salariale de chacune des deux collectivités, intégrée pour chacune pour moitié (50%), selon le périmètre suivant :

- Pour la Ville de Strasbourg, l'évolution de la masse salariale des postes financés dans le cadre de la délégation
- Pour le Département, l'évolution de la masse salariale des postes recouvrant globalement le périmètre de la délégation (fonction comptable 5)

Pour le calcul de la dotation annuelle de l'année N, l'évolution de la masse salariale est celle constatée entre les CA des années N-1 et N-2.

La convention prévoit par ailleurs que le calcul de l'assiette de référence de la dotation peut être renégocié à l'initiative du Département ou de la Ville de Strasbourg en cas de changement significatif dans l'équilibre de la convention lié notamment à l'évolution des politiques départementales.

Pour l'année 2019, il a ainsi proposé une dotation tenant compte de l'application d'un taux d'évolution prévisionnel de la masse salariale de 2% auquel s'ajouteraient des ressources financières complémentaires s'inscrivant dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action « Un avenir pour nos enfants », et du renforcement des effectifs en charge de l'évaluation des informations préoccupantes.

La dotation proposée pour 2019 s'établit ainsi à 12 492 300 € (contre 12 151 360 € en 2018). Ce montant aura besoin d'être ajusté et l'engagement financier nécessaire sera

présenté à l'Assemblée délibérante en cours d'année 2019 pour délibération de l'Assemblée Plénière pour tenir compte du taux d'évolution réelle de la masse salariale constaté entre les comptes administratifs des années 2017 et 2018 et du coût réel des ressources complémentaires pour la mise en œuvre du plan d'action « Un avenir pour nos enfants ».

La Commission de l'emploi, de l'insertion et du logement a émis un avis favorable à ces propositions le 26 novembre 2018.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Après en avoir délibéré, le Conseil Départemental approuve les propositions d'inscriptions budgétaires pour 2019 de l'axe d'intervention 120 – Délégation sociale à la Ville de Strasbourg.

Strasbourg, le 30/11/18

Le Président,



Frédéric BIERRY